

# BURKINA FASO

*Unité - Progrès - Justice*



MISSION PERMANENTE AUPRES DES NATIONS  
UNIES

## CONSEIL DE SECURITE

o o o o

## REUNION PUBLIQUE DU CONSEIL DE SECURITE SUR LE G5 SAHEL

### *Déclaration*

Par :

**Son Excellence Monsieur Alpha BARRY**

*Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur*

*New York, le 30 octobre 2017*

(Vérifier au prononcé)

---

633 Third Avenue, Suite 31A  
New York, NY 10017  
Website: [www.burkina-onu.org](http://www.burkina-onu.org)

Tel: (212) 308-4720/4721  
Fax: (212) 308-4690  
Email: [bfapm@un.int](mailto:bfapm@un.int)



**Monsieur le Président du Conseil,**

**Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,**

**Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de Sécurité,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues du G5 Sahel,**

**Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,**

**Mesdames, Messieurs,**

Après la déclaration de mon frère DIOP qui vous a décrit la situation qui prévaut dans notre région et de l'appel à vous lancé, je voudrais vous dire, à titre national, qu'au moment même où je m'adresse à vous ici, au Burkina Faso, dans la province du Soum située à la frontière avec le Mali, plus de 2000 écoliers sont privés de cours.

Ils n'ont pas pu reprendre, comme leurs camarades des autres régions du pays, le chemin de l'école à la rentrée début octobre. La raison: les attaques et les menaces terroristes qui pèsent sur leurs écoles et sur leurs villages.

En effet, certains d'entre eux ont fui leurs villages avec leurs parents pour se réfugier ailleurs, d'autres sont restés mais n'ont plus d'enseignants parce que ces derniers ont abandonné leurs postes. Ces enseignants comme d'autres fonctionnaires, vivent dans la psychose, la psychose de voir débarquer les terroristes comme ce fut le cas en mars dernier dans un des villages lorsque l'un de leurs collègues fut abattu en pleine cour de récréation devant les écoliers.

Et malheureusement un autre a encore été tué il y a quelques jours par des inconnus.

**Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de Sécurité,**

Les menaces sont réelles: des écoles, des Préfectures et des mairies sont incendiées, des maires et des conseillers municipaux sont enlevés et tués, l'ensemble de l'administration dans la bande frontalière avec le pays frère et voisin le Mali est touché.

Les symboles de l'Etat sont attaqués par les assaillants avec pour objectif de faire disparaître l'administration publique et prendre ainsi le contrôle de la zone; un contrôle qui devrait assurer à ces groupes terroristes la liberté du grand banditisme et

des trafics qui les nourrissent: armes, drogue, cigarettes, êtres humains ou encore le bétail.

C'est pour cela qu'ils s'attaquent à tout: les camps militaires, les convois de tout genre, les postes et les brigades de gendarmerie, de police ou encore de douanes. Ils procèdent aussi à des enlèvements ou à la pose de mines antipersonnel.

En 18 mois, le Burkina Faso a subi plus de 80 attaques terroristes dont deux attentats dans la capitale Ouagadougou notamment au restaurant Cappucino en janvier 2016 et au café Aziz Istanbul en août 2017. *(Je saisis l'occasion pour renouveler les remerciements du gouvernement aux membres du Conseil de Sécurité qui se sont recueillis sur le lieu de l'attentat du 13 août dernier et du soutien apporté aux responsables du Cappucino).*

L'ensemble de ces attaques ont fait 133 morts parmi lesquels de nombreux étrangers dont des concitoyens à vous, chers membres du Conseil de sécurité, confirmant ainsi que le défi sécuritaire qui s'impose à nous est un défi que nous partageons ou que nous devons partager ensemble. C'est un défi commun, un défi mondial.

**Mesdames et Messieurs,**

Éradiquer la menace terroriste au Burkina et dans chacun de nos pays, c'est préserver les autres pays y compris vos pays, c'est aussi protéger vos concitoyens.

Vous avez pu constater sur le terrain lors de votre tournée, la détermination de nos gouvernements et la montée en puissance de la Force Conjointe du G5 Sahel.

Ce ne sont donc pas les alertes ou les bandes jaune, orange ou rouge qui vont protéger efficacement vos concitoyens contre ces barbares mais plutôt une vraie coopération entre nous, plutôt un réel soutien de la part du Conseil de sécurité à nos actions comme celles prévues dans le cadre du G5 du Sahel.

Protéger le Burkina Faso, c'est protéger le reste des pays de l'Afrique de l'ouest: Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin pour ne citer que ceux qui partagent une frontière avec lui. Les groupes terroristes qui sont à la recherche de territoires pour contrôler, ne doivent gagner le moindre terrain sur aucune de nos frontières, sur aucun de nos territoires. Car, les pays que j'ai cités qui sont plus au sud sont situés à une moyenne de 500 km et donc pas loin du front actuel situé au Nord. La menace n'est donc pas loin pour chacun de ces pays et aussi pour chacun de vos pays.

**Mesdames et Messieurs,**

Parce que les enquêteurs ont trouvé un lien entre les attentats de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, de Ouagadougou et les groupes terroristes basés au Mali, aussi parce que les assaillants qui attaquent à nos frontières s'enfuient vers le Mali et le Niger ou qui attaquent au Mali et s'enfuient vers le Burkina Faso, nous devons accepter tous ensemble ici que la crise malienne déborde au delà des frontières de ce pays.

C'est pourquoi le Burkina appelle fortement à une solution régionale de cette crise. C'est le fondement du G5 Sahel dans sa phase actuelle avec la Force Conjointe qui se met en place.

Comme nous l'a rappelé tout à l'heure mon frère DIOP, cette force est un bon complément à la MINUSMA : la force onusienne pour l'intérieur du Mali et la force conjointe du G5 pour les frontières et les pays voisins.

C'est pour cela que nous saluons le rapport du Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres notamment les options proposées pour soutenir le G5 Sahel.

Ce rapport est une grande avancée pour le G5 Sahel parce qu'il prend en compte la dimension régionale de la crise malienne et les défis sécuritaires de la zone.

Pour sa part, le Burkina se bat comme il peut avec ses propres moyens mais aussi avec la coopération de certains de vos États pour protéger ses frontières et son territoire. Nos forces de défense et de sécurité sont dans une lutte acharnée avec peu de moyens mais dans le respect des droits humains, les droits des populations, les droits des 32 000 réfugiés maliens établis sur notre sol.

Dans la même veine, le gouvernement a lancé un Programme d'urgence pour le Sahel c'est-à-dire la région frontalière au Mali et au Niger parce que la lutte contre le terrorisme doit s'accompagner d'actions de développement dans la zone.

D'un montant total de 400 milliards de FCFA soit environ 715 millions de dollars pour 04 ans dont près de 135 millions de dollars pour cette année 2017, ce programme vise à améliorer les conditions de vie des populations de la zone et à réparer les inégalités avec le reste du pays.

Ce programme d'urgence financé pour l'instant sur ressources propres couvre les services sociaux de base, les infrastructures, les activités de production et de transformation créatrices de revenus pour les populations qui sont presque tous des agriculteurs et des éleveurs. L'objectif du gouvernement est de faire en sorte que ces populations n'aient pas le sentiment d'être abandonnées par l'Etat, qu'elles ne cèdent

pas aux trafics et qu'elles ne soient pas non plus la proie facile pour les terroristes qui rêvent d'enrôler tous les jeunes de la région.

Pour cela il faut agir vite pour ne pas tomber rapidement dans un cercle vicieux qui pourrait se résumer en une phrase: sans sécurité pas de développement, sans développement pas de sécurité.

Nous en appelons alors à votre mobilisation et à votre soutien: soutien multilatéral, soutien bilatéral ou les deux à la fois lors de la conférence des donateurs du G5 Sahel prévue le 14 décembre prochain à Bruxelles.

**Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de sécurité,**

Plus que jamais le Burkina Faso compte sur vous, plus que jamais le G5 Sahel compte sur vous et il est urgent d'agir.

Depuis votre passage la semaine dernière, on a encore enregistré des attaques. on a encore enregistré un mort. C'est pourquoi je répète encore qu'il est urgent d'agir.

**Je vous remercie.**